

François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste

"Le 29 mai, ce n'est pas le PS qui risque de perdre, c'est l'Europe"

LE MONDE | 26.05.05 | 12h50 • Mis à jour le 26.05.05 | 13h00

72 heures du scrutin, dans quel état d'esprit êtes-vous ?

Je ne suis pas dans le pronostic, mais dans la conviction et dans la clarté jusqu'au bout. Si le oui l'emporte, le texte constitutionnel sera approuvé et deviendra le cadre commun de l'Europe à 25. La France pourra être exigeante dans les discussions qui s'ouvriront sur le budget européen, les services publics ou l'harmonisation sociale. Et quand je dis la France, je pense aux responsables qui seront en place en 2007, quand le traité entrera en vigueur. Si c'est le non, nous en resterons pour de longues années avec les traités existants, ceux-là mêmes qui sont contestés !

Nous entrerons dans une longue période d'incertitude car quel sera le sens du non ? Pas d'Europe ? Une autre Europe ? Plus libérale ? Plus sociale ? Avec quels autres non-européens faire alliance : les conservateurs britanniques, les extrémistes néerlandais ou les intégristes catholiques polonais ? Chacun doit le savoir pour faire son choix.

Comment expliquez-vous le décrochage du oui ?

Trois facteurs jouent au détriment du oui. Le premier, c'est l'impopularité considérable du pouvoir, accentuée encore récemment par la palinodie du lundi de Pentecôte travaillé. Le deuxième réside dans l'insatisfaction que suscite l'Europe actuelle. Le troisième élément, c'est la peur de l'autre à travers l'utilisation bien simplificatrice des délocalisations.

Il faut donc rappeler que le référendum du 29 mai n'aura aucune conséquence sur la majorité en place et sur le mandat de Jacques Chirac, que le traité constitutionnel est une réponse forte aux insuffisances politiques et sociales de l'Europe et, qu'enfin, la réussite de l'élargissement passe par le oui.

N'avez-vous pas commis une erreur vis-à-vis de l'électorat de gauche en insistant sur le populisme du non ?

Il s'agit de ne pas faire de confusion. Il y a un non souverainiste et extrémiste et un non de gauche ; ils se distinguent sur les valeurs et les objectifs. Mais il ne peut y avoir de victoire du non que si ces courants contradictoires convergent. Le populisme est un allié du non. Je trouve que le plombier polonais a été un héros malheureux de cette campagne.

Les électeurs ne sont pas en cause quand des tenants du non s'adressent à eux en faisant des salariés de l'Est de l'Europe un concurrent voire une menace, font la tournée des usines victimes de délocalisation pour prendre à partie un traité qui n'est pas encore en vigueur, ou prétendre que nos retraites, nos emplois, nos salaires sont mis en cause s'il est adopté.

Je me dis que nous ne sommes pas très loin de la rhétorique avec laquelle d'autres ont joué avec l'insécurité dans la campagne présidentielle de 2002. Il ne s'agit pas de nier les problèmes, mais de dire la vérité, surtout quand on a exercé le pouvoir de la façon que l'on sait, ou que l'on prétende y revenir.

Que va-t-il se passer au PS ?

Il faut attendre le 30 mai pour en parler. Comme premier secrétaire, j'ai toujours veillé à l'unité des socialistes. C'était le sens de la consultation interne que nous avons organisée pour surmonter démocratiquement nos désaccords. J'attendais de ceux qui ont demandé ce vote qu'ils s'y soumettent. Ils ne l'ont pas fait : certains ouvertement, d'autres en déclarant ne pas faire campagne tout en s'invitant dans tous les médias. Cette attitude aussi inacceptable qu'inédite dans l'histoire du PS explique largement le trouble et la confusion dans notre électorat. Des conclusions devront forcément être tirées.

Vous allez convoquer un congrès extraordinaire ?

A un moment ou à un autre, les militants auront la parole. Pas seulement pour exprimer leur colère à l'égard de ceux qui se sont affranchis des règles de vie

commune, mais pour fixer clairement nos orientations dans la perspective de 2007.

Souhaitez-vous des sanctions contre MM. Fabius, Emmanuelli et Mélenchon ?

Les adhérents du PS en décideront politiquement. Je mesure chaque jour combien ils sont remontés contre ceux qui ont fait campagne contre leur propre parti.

Vous-même resterez-vous à la tête du PS si le non l'emporte ?

Dans cette campagne, je n'ai pas imposé mon point de vue, j'ai défendu la position adoptée majoritairement par le PS. Cette attitude aurait dû être celle de tous les socialistes, notamment de ses dirigeants.

Mais si vous perdez, aurez-vous la capacité d'entraîner les socialistes jusqu'en 2007 ?

Mais ce n'est pas le PS qui risque de perdre le 29 mai, c'est l'Europe. Là est le seul enjeu. Pour ce qui nous concerne, nous avons été fidèles à notre histoire, à nos engagements, à nos alliances avec les socialistes européens. Nous avons dit en sincérité ce que nous pensions juste dans l'intérêt de notre pays et de l'Europe. Nous n'avons rien recherché pour nous-mêmes mais préparé l'avenir.

Dès le 29 mai, il faudra que les socialistes se remettent au travail sur leur projet pour 2007. Nous ne changerons pas notre orientation européenne. Nous préparerons l'alternance autour de deux principes : l'unité des socialistes fondée sur le respect de leur vote, celui d'hier comme celui de demain pour le choix de leur candidat ; et le rassemblement de la gauche autour du PS, de sa ligne, de sa stratégie. Pas sur une autre.

Comment espérez-vous rassembler la gauche après ?

Au-delà du oui et du non, il faudra réunir la gauche. La méthode reste la même : un contrat entre partenaires aspirant à gouverner ensemble. Le PS en sera l'axe principal. Aucun rassemblement n'est victorieux sans un PS fort électoralement

sinon gare à la réplique du 21 avril, et clair idéologiquement, sinon gare aux désillusions et aux grands écarts.

Propos recueillis par Isabelle Mandraud et Sylvia Zappi

Article paru dans l'édition du 27.05.05